

Parti Révolutionnaire Communistes



Bimestriel N°131 mars 2018

Sommaire

Page1: Edito

Page1: Elections Européennes

Page2: Les réformes Macron

Page 3: Une convergence des luttes

Page4: La lutte des classes est mondiale



www.sitecommunistes.org

Pour nous écrire : COMMUNISTES 99 BIS Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS

Edito

Pour faire reculer Macron, frappons fort tous ensemble

A mi- chemin du « grand débat » lancé par Macron, ou va-t-on ?

Macron continue à faire ce qu'il avait annoncé dans sa lettre aux français : « Parlez de tout » je poursuis la mise en place de mes réformes : liquider toutes les avancées sociales acquises par les luttes des travailleurs- fonction publique – santé – retraites- école- assurance chômage avec l'objectif de liquider le service public.

« Les Echos » journal financier titre : « *grand déballage et dialogue de sourds* ». La situation du peuple continue de se dégrader, les jeunes sont inquiets pour leur avenir. Le rejet de cette politique grandie et s'exprime. Réponse de Macron : « *je continue* ». Il veut accélérer, aller le plus loin possible pour soumettre toute la société aux intérêts du capital.

Pour mettre un terme à cette politique, une

seule possibilité : continuer à faire grandir et converger les luttes, tous ensemble.

Il y a des luttes nombreuses partout, dans les entreprises, avec les étudiants, les lycéens. IL y a eu une journée interprofessionnelle de grève et manifestations le 5 février. **La CGT- FO- Solidaires-UNEF- l'UNL- SD appellent à une nouvelle journée de grève et de mobilisations le 19 mars.** Notre Parti sera dans cette lutte, il appelle à en faire une grande journée d'action.

Il faut en même temps mener la bataille pour supprimer le capitalisme. Notre Parti la mènera avec ses candidats aux élections européennes, il appellera à la lutte contre le capitalisme. Seule la lutte de classe sans compromis permettra de changer de politique, de construire une société au service du peuple

La rédaction

Elections Européennes

Nous présentons une liste conduite par notre Secrétaire, Antonio Sanchez.

Nos candidats appellent à la lutte contre l'Europe capitaliste. L'Union Européenne a été créée après la 2^{ème} guerre mondiale pour les intérêts des capitalistes européens, pour les renforcer dans la concurrence mondiale capitaliste.

Le capitalisme domine l'Europe comme le monde. Dans tous les pays membres de l'Union Européenne, les chefs de gouvernement, qu'ils soient sociaux-démocrates, de Droite, ou d'extrême-droite, sont au service du capitalisme, ils sont là pour mettre en œuvre sa politique.

L'Europe, c'est la moitié du commerce mondial, la concurrence, les affrontements s'exercent entre multinationales européennes et elles ne se font pas de cadeau car pour le capital, c'est le plus puissant qui gagne quelles qu'en soient les conséquences économiques

et sociales. Seul compte la recherche de profit maximum, l'exploitation des richesses, l'exploitation des peuples quelques soient les moyens utilisés.

Le royaume Uni et son Brexit sont le puissant révélateur de la concurrence acharnée inter-impérialistes. Le peuple britannique qui a voté pour le Brexit parce qu'il n'en pouvait plus de la vie que lui fait mener la grande bourgeoisie anglaise va changer de maître mais il sera toujours sous la domination du grand capital qui Brexit ou non continue d'exploiter les travailleurs.

Les élections européennes vont être un moment d'intense bataille idéologique politique. Si en France, le mécontentement s'exprime de manière multiple, en Europe la politique du capital génère les mêmes dégâts et une

hostilité, une colère comparable à celle que nous connaissons ici. Tous les pays européens sont soumis à l'austérité depuis des années.

Nous serons les seuls à appeler à la lutte contre le capitalisme européen mais aussi à défendre l'indépendance des nations, leur souveraineté, le respect des peuples à disposer d'eux-mêmes, les coopérations nécessaires entre pays sans domination et dans le respect mutuel.

Des luttes ont lieu partout en France, en Europe et dans le monde contre la politique des gouvernements et du capital. L'heure est à agir partout, à développer la lutte contre le capitalisme.

Sans lutte pour abattre le capitalisme il ne peut y avoir d'issue à la situation que vivent les travailleurs aujourd'hui.

Les « réformes » Macron

Parlez – parlez « bonnes gens » proclame Macron, moi je continue la mise en place des réformes dans tous les domaines, exigées par le capital afin de lui permettre d'étendre l'exploitation capitaliste pour faire le profit maximum.

La réforme de la fonction publique,

sera soumise au Conseil des Ministres fin mars, le gouvernement veut la faire voter avant l'été.

Objectif : faire disparaître le statut de la fonction publique, s'aligner sur le privé, passer des missions publiques au secteur privé.

Les mesures pour préparer cette privatisation : continuer à fermer des services publics essentiels- hôpitaux- bureaux de postes- services administratifs... dans tous les départements- privatiser des missions de services publics au détriment des usagers, au bénéfice du privé. Supprimer 120.000 postes d'ici 2020- casser le statut de la fonction publique : il y a déjà 30% (1 million) de contractuels dans la fonction publique territoriale, le gouvernement veut arriver à 50% d'ici 2 ans –il veut créer des contrats de mission (comme les contrats de chantiers privés), une fois la mission effectuée, le salarié est remercié- il veut créer la rupture conventionnelle à partir de 2020 (comme dans le privé) pour pousser plus facilement les agents vers la sortie.- mettre en place des entretiens d'évaluation professionnelle et la rémunération au mérite (le point d'indice des salaires est déjà figé depuis 2010)- il fusionne les CHCCT et les CT. L'avis des commissions administratives CCAP ne sera plus requise pour les mutations, les mobilités des fonctionnaires.

Le plan santé

adopté au Conseil des Ministres : **Objectif** : garder 1 seul hôpital par département – réduire encore plus les moyens financiers des hôpitaux publics pour faire 7 millions d'économies supplémentaires par an. Pour Macron le déficit des hôpitaux est dû à une mauvaise organisation et à une masse salariale trop importante. La fermeture des petits hôpitaux de proximité va s'accélérer, il seront remplacés par des petites structures qui pourront seulement effectuer des radiologies et des analyses biologiques mais n'auront pas de plateau technique pour effectuer des soins. **La santé est un marché fabuleux**: 198,5 milliards d'euros de consommations de soins et

bien médicaux en 2016 – que le capitalisme veut entièrement dominer. **Avec ses mesures du plan santé Macron veut le livrer au capital.** Tout va s'aggraver pour les patients et pour les conditions de travail des personnels (voir notre article du 12 février sur notre site)

Réforme des retraites :

Objectif : faire disparaître le système actuels de retraite par répartition pour le remplacer par une retraite dite: par point. Résultat : diminuer le montant des retraites pour tous. Elle sera encore plus faible pour ceux les plus en difficultés – le femmes dont l'activité est parfois stopper pour élever des enfants- ceux qui ont des précaires- Remise en cause de la pension de réversion. L'âge de la retraite sera repoussée- 65 ans et plus. C'est une régression considérable

Réforme scolaire

La loi du Ministre Blanquer votée à l'Assemblée Nationale. C'est la liquidation du droit à l'éducation nationale pour tous, l'accroissement de la sélection. La création des « établissements publics des savoir fondamentaux » est en fait le regroupement – pour faire des économies -d'écoles primaires, maternelles, des collèges sous l'égide du collège. Toutes les écoles rurales et urbaines sont concernées. Les décisions seront prises par le préfet et les collectivités locales concernées. Cela entraînera la fermeture de classes, la suppression des enseignants. Des enfants de mater-

nelle, du primaire, devront faire des kilomètres en car. L'école est rendue obligatoire à 3 ans (alors que 98,9% des enfants de 3 ans sont déjà scolarisés à l'école maternelle). Ce sont 150 millions d'euros pris sur le budget des communes pour financer les écoles privées et diminueront les aides aux écoles publiques – tout ce qui grève aujourd'hui le fonctionnement de l'école publique : non remplacement des enseignants, désertification de territoires ruraux ou défavorisés, faiblesse du service d'orientation, va s'accroître. Le dispositif de pré-recrutement et la formation des enseignants va accroître la précarité des remplaçants.

Réforme de l'assurance chômage :

Le gouvernement veut économiser 3,9 millions en 3 ans sur le dos des privés d'emplois. Il veut par décret baisser les droits des chômeurs à partir du 1^{er} Juin.

Ils veulent économiser des millions sur les indemnités des chômeurs. Le gouvernement a multiplié par 3 le nombre d'agents (de 200 à 600) chargés de traquer les chômeurs, ils veulent effectuer 500.000 contrôles annuels au lieu de 140.000 actuellement.

Suivre l'actualité sur notre site
www.sitecommunistes.org

Communistes
commission paritaire : N° 0114 P 11306
directeur de publication : Georges MARCHAND
1170 Bd de la Paix 14220 HÉROUVILLE
E-mail: communistes2@wanadoo.fr
- imprimé par nos soins-

SOUSCRIPTION ELECTIONS EUROPEENNES

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mail :

Je verse la somme* de:.....€

Chèques* libellés à : Aline PORNET mandataire financier de Communistes

envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc- 75014 PARIS

Mobilisation pour une convergence des luttes indispensable.

La journée interprofessionnelle du 5 février, après celle des retraités du 31 janvier marque ce début d'année 2019. Des grèves, des arrêts de travail, plus de 300.000 manifestants dans tous les départements. Cette première journée va compter pour aller plus loin, pour **continuer à faire grandir les luttes partout, les rendre permanentes.**

C'est indispensable, incontournable.

1700 mouvements de grèves en 2018 dans les Ehpad, les hôpitaux publics, dans le secteur de la psychiatrie, grèves de la faim des personnels médicaux et paramédicaux, suicides de soignants liés aux conditions de travail... Mais aussi lutte chez Dunlop-Goodyear. (Montluçon), Isola 2000, Armétis (centre d'appel), magasins BUT, Castorama pour les salaires et les conditions de travail, Puéricultrices pour les salaires, Cristallerie d'Arques, Dockers, centre médico-social d'Aigues-Mortes (Gard), New EAS (Perpignan) pour s'opposer aux licenciements au passage aux 39h payées 35. EDF, Centre des impôts, Pompiers, Education : enseignants des collèges et lycées pour les salaires, les effectifs, contre la réforme de lycées et post bac, participation des lycéens, Justice manifestation des magistrats, avocats, greffiers contre la « réforme »...

Il faut développer la lutte de plus en plus forte et ample pour stopper Macron et son gouvernement.

Seule la lutte unie des salariés de tous celles et ceux qui sont victimes de cette politique peut les stopper.

Les multinationales capitalistes

dirigent notre pays comme le monde entier. Pour un objectif : faire toujours le profit maximum. Elles ont besoin d'exploiter le peuple et sont responsables de la situation dans lequel elle le plonge.

Il y a besoin d'une lutte de grande ampleur.

Pour que la situation bouge, pour stopper la casse, la régression sociale, il y a besoin d'une lutte de grande ampleur. Là où se font les profits colossaux, (voir tableau ci-dessous) là où les travailleurs sont directement confrontés au patronat, à l'exploitation: dans les entreprises. **Il faut faire plus en faisant converger les luttes des travailleurs, des chômeurs, des retraités, de la jeunesse dont l'avenir est en cause.**

Dans toute l'histoire de notre pays, c'est par la lutte tous ensemble, forte, déterminée que les gouvernements ont dû reculer, concéder des avancées sociales, ils n'ont cédé que sous la pression de luttes puissantes, convergentes, déterminées. Seule la lutte de masse unie et solide des travailleurs peut conduire à des résultats tangibles.

Le mécontentement ne s'arrête pas.

Macron et le Medef craignent par-dessous tout le développement des luttes. Ils ont besoin de se donner les moyens pour saper les possibilités de développement d'un mouvement de lutte important qui pourrait les stopper dans leurs objectifs.

C'est pourquoi une offensive politique du pouvoir, des partis politiques au service du capital se développe, relayée par les médias contre le syndicalisme, principalement contre la CGT. La CFDT est largement mise en avant comme un syndi-

calisme d'un type nouveau apte à canaliser les mouvements sociaux.

La résistance et les luttes que mènent les travailleurs pour être efficaces, ont besoin d'un syndicalisme de classe et de masse qui les organise. C'est ce syndicalisme là qu'ils veulent abattre au profit d'un syndicalisme de collaboration de classe qui encadre le mécontentement et le canalise au profit des intérêts des capitalistes.

Macron et le capital ne lâcheront que contraints et forcés. Il faut faire grandir la lutte partout, développer la convergence des luttes de plus en plus large. CGT- FO- Solidaires-UNEF- l'UNL- SD appellent à **une nouvelle journée de grève et de mobilisations le 19 mars. Notre Parti sera dans cette lutte, il appelle à en faire une grande journée d'action.**

Aujourd'hui les exigences revendicatives grandissent.

Mais nous savons que cela ne saurait suffire, il faut en même temps mener la bataille politique contre le capitalisme, appeler au changement révolutionnaire de la société visant à abattre le système d'exploitation capitaliste. Nul doute que pour y parvenir il faut marcher sur deux jambes: la force sociale syndicale de classe et de masse et la force politique : le **Parti Révolutionnaire Communistes.**

<input type="checkbox"/>	Pour adhérer
<input type="checkbox"/>	Prendre contact
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS E'mail : communistes2@wanadoo.fr	

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mails :

Entreprises : Palmarès des champions de la croissance 2019 (publié dans le journal financier « Les Echos »
Elles sont 500 entreprises françaises de 5 à 12.725 salariés qui ont une croissance et un chiffre d'affaire en augmentation constante. Elles se portent bien, leurs profits sont en augmentation. Quelques exemples :

Entreprise	Nombre de salariés	% croissance annuelle	Chiffre d'affaires en milliers d'euros	
			2014	2017
*Bis rénovation énergie Rénovation Thermique	80	256	300	13.500
*Alterboutique E-Commerce	8	154	131	2.148
*SFAM Group Assurance tél.mobile	1.300	105	28.000	240.000
*Group Essor construction bâtiments	135	86	11.060	71.683
*Selectra comparateur fournisseurs électricité-gaz	550	63	5.627	24.481
*Kinougarde garde enfants domicile	723	41	9.009	25209
*Groupe Quanteam Conseil finances Assurances	660	40	25.000	68.000
*Oui Care Services à la personne	17.500	26	128.470	257.693
*Spro-groupe fabricant de robots	628	17	79.358	126.196
*Valéo équipementier auto	115.000	13	12.725.000	18.550.000

La lutte des classes est mondiale

Le capitalisme règne en maître dans le monde entier. Partout, il exploite les salariés et les met en concurrence. Il fait tout ce qui est possible pour augmenter ses profits. L'affrontement fondamental entre le capital et le travail est la racine de la lutte des classes partout dans le monde. Notre parti est solidaire de ces luttes. Elles contribuent toutes, à leur manière, à modifier le rapport des forces. Quelques exemples récents

Inde: en janvier dix syndicats indiens dont le « Centre of Indians Trade Unions » affilié au Parti Communiste Indien ont appelé à une grève générale. Elle a été suivie par 200 millions de travailleurs sur les 520 millions de salariés que compte le pays. Notons que seulement 7 % relèvent d'entreprises du secteur formel tandis que 62 % sont employés à la journée. Le salaire moyen est de 2 Euros par jours pour 48 heures de travail. En une décennies l'Inde a perdu 11 millions d'emplois et la privatisation quasi totale du secteur médical laisse sans couverture sociale l'immense majorité des travailleurs. La revendication principale des travailleurs indiens est l'augmentation du salaire minimum pour le porter à 18.000 roupies soit 250 Euros. La politique du gouvernement Modi, entièrement dévoué au grand capital indien, est marquée par les privatisations, la liquidation des conquêtes sociales et l'attaque contre les capacités d'actions des syndicats de travailleurs.

Bangladesh: L'économie du Bangladesh repose en grande partie sur l'industrie du textile. Elle travaille pour les plus grandes marques mondiales (H&M, Primark, Walmart, Tesco, Carrefour et Aldi) qui en tirent des profits juteux. Le patronat du Bangladesh exploite de manière cruelle et bestiale des millions de travailleurs, surtout des travailleuses, qui s'usent à la tâche dans des conditions de sécurité qui rappellent les débuts de l'industrialisation. Rappelons-nous, l'incendie dans le quartier de Savar à Dacca qui produisit l'effondrement de l'usine textile de Rana Plaza : l'une des pires catastrophes industrielles au monde, tua plus de 1.130 personnes en avril 2013. A l'époque, cette catastrophe avait ému le monde entier et les grandes marques de textile avaient juré qu'elles seraient attentives à la sécurité des ouvriers et ouvrières. Depuis les larmes ont séchées et l'exploitation capitaliste combinée des grandes marques et des patrons locaux a repris de plus belle. Dans cette situation, les salariés se sont mis en grève, ils ont dressé des barricades sur des grands axes routiers, au bilan plusieurs dizaines d'usines sont à l'arrêt. Le patronat et le gouvernement utilisent la répression pour briser le mouvement mais ils doivent lâcher un peu de lest en espérant diviser les travailleurs. Actuellement les salaires tournent autour de 83

Euros par mois ce qui est insuffisant pour faire vivre une famille. La question des salaires est donc au cœur des luttes en cours.

Tunisie: La grève générale du 17 janvier à l'appel de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens a été massivement suivie. Les travailleurs et la jeunesse ont largement exprimé leur mécontentement au cri de : « FMI, gouvernement dégage ». Soumise aux exigences du FMI dont elle est débitrice et qui exige de tailler dans les salaires, les services et entreprises publiques, le social. La Tunisie a bloqué les négociations salariales. Une partie importante de la jeunesse, y compris diplômée, est au chômage et souvent contrainte à l'exil. Le tout tourisme, comme le textile qui sont les pivots du capitalisme tunisien sont en déclin tandis que l'agriculture a été délaissée, du coup le chômage et la paupérisation s'accroissent. La révolte des laissés pour compte avait précipité la chute de la dictature de ben Ali, mais aujourd'hui, c'est toujours un pouvoir au service du capitalisme.

Afrique du Sud: Ce pays connaît une vague de manifestations contre les licenciements et cela à trois mois des élections générales. Le pays compte 9,3 millions de chômeurs et malgré ses promesses de relance de l'économie Cyril Ramaphora n'a obtenu aucun résultat sensible. Les entreprises publiques, largement pillées et soumises à une corruption à grande échelle sous la présidence de Jacob Zuma, Président destitué pour cause de corruption, sont en grande difficulté. Si le pays est débarrassé de l'apartheid, la bourgeoisie noire qui s'est développée n'en n'est pas moins guidée par la recherche du profit maximum. Chômage et bas salaires sont à la racine des actions des travailleurs que le syndicat COSATU membre de l'ANC au pouvoir tente de canaliser.

Roumanie: La privatisation des mines et du secteur énergétique par le gouvernement social-démocrate a entraîné une dégradation importante des conditions salariales et de travail des personnels concernés ; En janvier les salariés de la société privatisée CEO ont fait grève massivement pour une augmentation des salaires de 45 %.

Hongrie: Depuis plusieurs semaines des manifestations importantes se déroulent dans les villes hongroises. Le gouvernement dit « populiste » de Horban dont M. le

Pen dit le plus grand bien a mis au point une loi sur les heures supplémentaires. Elle consiste à les porter à 400 heures par an avec un paiement différé à trois ans et encore si la conjoncture le permet. Les syndicats qualifient cette loi d'esclavagiste.

USA: Si des USA nous n'avions comme informations que celles de la politique de Trump on ne saurait oublier que les salariés s'y battent aussi pour de meilleurs salaires, la protection sociale et médicale. Le constat des observateurs c'est que les mouvements sociaux y compris de grève sont en augmentation. Ainsi si en 2017 il y a eu 444.000 journées de grève, elles sont passées à 633.000 en 2018. Notons que les syndicats du continent américain affiliés à la Confédération Syndicale Internationale (CSI) ont publié un communiqué commun condamnant les interventions étrangères dans les affaires intérieures du Venezuela ;

Belgique: Les entreprises belges vont bien en 2017 les 5.000 les plus importantes ont vu leur chiffre d'affaire augmenter de 10 %, avec un bénéfice net en augmentation de 5 %.. Pour les salariés par contre rien ne va. La réforme des retraites a eu pour conséquence de diminuer les pensions, le chômage, en particulier des jeunes, est important et les salaires restent collés au plancher. Dans ces conditions, tous les syndicats belges ont appelé à une grève générale le 13 février. Elle a été particulièrement bien suivie aussi bien dans le secteur public que privé et elle a largement paralysé le pays. La Fédération Générale des Travailleurs Belges (FGTB) réclame des augmentations des salaires et des pensions avec un salaire minimum à 2.300 Euros.

Le Venezuela résiste. Plus de cinquante pays ont décidé d'apporter un soutien au pouvoir républicain légitime. Des milliers d'organisations révolutionnaires, progressistes et démocratiques de par le Monde dénoncent les plans de l'impérialisme US et de ses alliés dont l'Union Européenne et la France font partie.

Ce soutien est absolument nécessaire et doit s'exprimer plus fortement, ce d'autant que les USA ont désigné les deux prochaines cibles : Cuba et le Nicaragua.

Notre parti appelle les travailleurs à se mobiliser en dénonçant les actions impérialistes des USA et en exprimant leur soutien à la République bolivarienne.